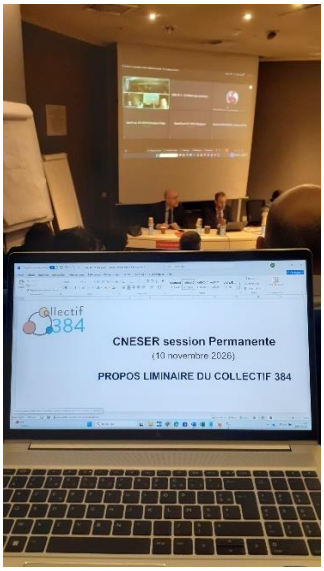
CNESER session Permanente

(10 novembre 2026)

PROPOS LIMINAIRE DU COLLECTIF 384



Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les représentants du ministère, Mesdames et Messieurs les représentants des étudiants et des lycéens, Chers membres du CNESER,

Aujourd'hui, **de nombreux collègues sont en grève, et nous respectons pleinement leur choix.** Le Collectif 384 a choisi, lui, de porter leur colère ici.

Je salue la présence parmi nous des représentants des lycéens.

Notre propos liminaire a pour but, comme d'habitude, de dépeindre la situation telle qu'elle est. Mais cette fois, ce n'est pas seulement notre analyse que je viens vous livrer. Hier, en une seule journée, **55 collègues de 27 établissements**, de Brest à la Guyane, d'Arras à Marseille, nous ont confié leur témoignage. Ce que je vais vous dire, c'est leur parole. Et je vous remettrai tout à l'heure la synthèse de ces témoignages.

Que nous disent-ils de la crise que nous traversons ?

D'abord, que les revendications des lycéens et des étudiants sont légitimes. Les collègues voient chaque jour ce qu'ils dénoncent : des étudiants qui choisissent entre se nourrir et se loger, des restaurants universitaires saturés, des files d'attente interminables, des campus sans infirmière ni psychologue. Cette colère a des causes, et ces causes sont anciennes.

Ensuite, que la situation est très inégale. Beaucoup de sites sont calmes. D'autres sont bloqués depuis quatre, cinq, six semaines, parfois par une poignée de personnes, parfois par des personnes extérieures à l'établissement. Et dans nos IUT, la grande majorité des étudiants veut une chose : reprendre les cours.

Ils nous disent aussi la violence. Une collègue de Marseille m'a appris que son IUT avait été attaqué à coups de mortiers et que les enseignants vont travailler la peur au ventre, ils ont peur pour leur intégrité physique, peur pour leurs voitures… On nous rapporte un doyen séquestré, des menaces, des étudiants qui veulent travailler et qui se font insulter. D'autres collègues dénoncent les violences subies par des lycéens et des étudiants pacifiques. Je le dis clairement : pour le Collectif 384, **il n'existe pas de violence meilleure que les autres. Toutes les violences sont condamnables, d'où qu'elles viennent. Et la violence ne résout rien.**

Ils nous disent enfin les conséquences. Des examens reportés, des cours basculés en visio, des fermetures annoncées par mail à 7 h 20, alors que les collègues sont déjà sur la route. Des apprentis qui doivent rattraper leurs cours sur leur temps en entreprise. Des étudiants de première année, les plus fragiles, qui du coup décrochent. Et des enseignants épuisés, en adaptation permanente, que personne ne consulte : dans plusieurs universités, le contrôle d'assiduité a été levé sans même que les équipes pédagogiques soient prévenues. Comment valider un semestre dans ces conditions ? **Personne ne leur répond.**

Mais derrière cette colère, il y a une réalité que nos collègues vivent depuis des années.

Permettez-moi de vous en donner quelques images.

À Lyon 1, la direction demande aux collègues de réduire les heures de cours devant les étudiants, pour pouvoir payer le chauffage de bâtiments des années 60 jamais rénovés. On sacrifie le cœur de notre métier pour payer la facture de gaz.

À l'IUT de Montreuil, un département fait tourner 19 groupes de TD avec 7 titulaires.

À l'INSPE de Toulouse, 25 supports de poste ont disparu en deux ans. Un tiers des sites n'a plus aucun titulaire en mathématiques ni en français, alors que l'on y forme les professeurs des écoles de demain.

À Toulouse encore, des étudiants ont fait des malaises en cours, dans des salles à 35 degrés qu'on ne peut pas aérer. Ailleurs, on fait cours à 13 degrés l'hiver.

À Clermont-Ferrand, le Secours populaire distribue des vivres sur le campus tous les quinze jours. L'an dernier, 50 bénéficiaires par distribution. Cette année, 70. Et ça ne suffit toujours pas.

Et chez moi, à l'IUT du Puy-en-Velay, le toit prend l'eau depuis des mois, et une plaque a failli tomber sur une étudiante en plein cours.

Voilà la triste réalité. Ce ne sont pas des chiffres, ce sont nos lieux de travail et les lieux d'étude de nos jeunes.

Si l'enseignement supérieur tient encore debout, c'est **grâce à celles et ceux qui le portent à bout de bras.** Un collègue de Reims fait 768 heures, un double service, parce qu'il n'y a personne d'autre pour enseigner sa spécialité. Une collègue de Fontainebleau travaille plus

de 50 heures par semaine et suit 20 à 23 alternants, au lieu de 7. Des responsabilités d'année sont payées 5 ou 10 heures : une collègue appelle ça, à juste titre, du bénévolat.

Parmi eux, il y a les enseignants du supérieur, les ES, qui assurent **près de la moitié des heures de cours et accueillent en première ligne les nouveaux étudiants.** Et pourtant :

- Il n'est **pas normal qu'ils soient toujours exclus du RIPEC.**
- Il n'est **pas normal qu'ils soient régis par d'autres textes que les enseignants-chercheurs avec qui ils travaillent tous les jours, des textes qui ne sont pas adaptés au supérieur.**
- Il n'est **pas normal qu'ils n'aient pas les mêmes droits pour exercer leurs mandats, ni les mêmes perspectives de carrière.**

À missions comparables, droits comparables : c'est une simple question d'EQUITE.

Et **quand l'injustice dure, même les plus engagés finissent par lâcher.** Un collègue de Grenoble nous l'écrit : « de nombreux collègues ES ont baissé les bras ». Le réveil sera douloureux.

Et je veux vous lire la phrase d'une collègue de Polytech Clermont, Adeline : « **Ne pas imaginer que l'IA seule est un bon prof** et que nous pourrons tous être remplacés à moindre coût par ChatGPT. » Car c'est bien le danger. Si l'on laisse se dégrader nos moyens d'enseigner, nos locaux, nos équipes, certains seront tentés d'y voir un prétexte pour remplacer les enseignants par des machines. **Ce n'est pas l'avenir que nous voulons, ni pour les collègues, ni pour les jeunes.**

Le premier enseignement de tous ces témoignages, **c'est le manque d'écoute.** On ne consulte pas les collègues sur les réformes, que l'on fait passer à moyens constants. On ne les consulte pas sur la levée du contrôle d'assiduité. On ne les consulte pas sur la validation du semestre. **« Notre avis n'est jamais pris en compte »,** nous écrit une collègue. **Quand on n'écoute pas, la colère monte, et les situations finissent par dégénérer.**

Le Collectif 384 en fait lui-même l'expérience. Nous avons été élus **démocratiquement** au CNESER. Nous avons déjà été **écartés des groupes de travail consacrés aux enseignants du supérieur, alors qu'ils concernaient directement nos collègues. Et aujourd'hui, on nous écrit que la concertation sur l'entrée dans l'enseignement supérieur est menée ailleurs, dans les travaux conduits par Gilles Roussel. Ailleurs, et sans nous, mais avec certaines organisations et pas d'autres !** J'en ai fait la demande par écrit le 2 novembre : elle est restée sans réponse.

Je renouvelle donc ici, officiellement, cette demande, et je souhaite qu'elle figure au procès-verbal : **que le Collectif 384 soit associé à ces travaux.** Nous représentons de très nombreux enseignants qui sont en première ligne pour accueillir les nouveaux étudiants. **Une concertation qui exclut des organisations élues, et ceux qui vivent la situation au quotidien, ne peut pas apaiser la crise.**

Alors, que demandons-nous ?

Pour sortir de la crise, **tout de suite** :

- un cadre national clair pour **la continuité pédagogique et la validation du semestre**, décidé avec les équipes pédagogiques **et non sans elles** ;
- la **protection des apprentis et des alternants**, dont le temps de formation est aussi du temps de travail ;
- un **accompagnement renforcé des étudiants** de première année ;
- **un vrai dialogue, avec tous, sans exclure personne**. Et personne, ni au ministère ni ailleurs, ne devrait œuvrer en coulisses pour écarter une organisation élue.

Et pour traiter enfin les causes :

- des **postes** de titulaires, et le remplacement de chaque départ à la retraite ;
- un plan national de **rénovation** du bâti universitaire ;
- une vraie **revalorisation** des salaires, par le dégel du point d'indice ;
- **l'intégration** des ES au RIPEC et la reconnaissance de toutes les **responsabilités** assumées ;
- des **moyens** pour la vie étudiante **: restauration, logement, santé.**

Je vais vous dire : **l'enseignement est l'un des plus beaux métiers du monde.** Les collègues qui nous ont écrit hier l'aiment, leur métier, et ils aiment leurs étudiants. C'est pour cela qu'ils sont en colère, et c'est pour cela qu'ils tiennent encore. **Ne les laissons pas tomber.**

Nous ne cherchons pas l'affrontement et nous aurions vraiment préféré que le mouvement actuel se déroule plus tôt, au moment de la dissolution par exemple et non à quelques mois des élections présidentielles où les français pourront choisir. Mais peut-on réellement espérer de grands bouleversements d'une équipe qui est en train de préparer ses cartons ? Bon, c'est comme ça. Le Collectif 384 veut **construire, et pas détruire**. Mais on ne construit rien sans moyens, sans respect, avec de la violence et sans écouter ceux qui font vivre l'enseignement supérieur au quotidien. **Nous comptons bien être présents pour participer à construire un nouvel ESR**, **un ESR à l'écoute, un ESR équitable et juste, où l'on reconnaîtra vraiment l'enseignement avec la même valeur que la recherche, tout comme les enseignants, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui** : le Collectif 384 le constate à chaque séance.

Notre mot d'ordre, c'est l'ÉQUITÉ. Et à la suite de la demande des jeunes représentants des lycéens indépendants, présents aujourd'hui au CNESER, nous sommes favorables à l'intégration des lycéens dans cette instance.

Merci de votre écoute.

Pour le Collectif 384,
Nicolas DOMERGUE
(Élu Collectif 384
Commission permanente
du CNESER)

DES REPONSES

- **Réponse de Benjamin LEPERCHEY, Président du CNESER :** Le Collectif 384 sera associé au groupe de travail sur l'entrée dans le supérieur de Gilles ROUSSEL. Il n'a pas répondu car il n'a pas encore eu le temps de le faire. Je l'ai remercié ainsi qu'Olivier GINEZ.

- **Réponse d'Olivier GINEZ, Directeur général :**
- Plan d'un milliard sur la rénovation et restructuration et des bâtiments
- Hausse des bourses
- Nouvelles créations de places en licence et en master
- Augmentation de la création des emplois mais avant cela veiller à des campagnes d'emplois plus ambitieuses
- En 2026 plus de places occupées dans l'ESR car suite à Parcoursup des étudiants ont été réorientés car ils ont régulé le privé
- Parcoursup n'est qu'un outil, il n'est pas parfait mais ce sont les établissements qui choisissent les candidats. Il faut donner une motivation aux refus
- Le collectif 384 ne serait pas exclus selon M. GINEZ.
- J'ai fait une remarque sur les étudiants qui n'ont pas accès au repas à 1€. J'ai cité l'exemple d'une petite ville de campagne où il n'y a pas le CROUS, comme je l'avais déjà indiqué à la commission culture et éducation en septembre. Olivier GINEZ m'a répondu qu'ils avaient identifié plus de 100000 étudiants qui n'y ont effectivement pas accès et il existe la loi LEVY : solution avec délivrance d'une carte de paiement lorsque les étudiants sont trop éloignés des restaurants du CROUS. Le montant porté sur la carte est différent selon que l'étudiant est boursier ou ne l'est pas. O. GINEZ dit qu'il **est preneur de toute aide pour les aider à identifier de nouvelles zones blanches.**

Annexe – Synthèse des témoignages

En une journée, le 9 novembre 2026, **55 collègues de 27 établissements** ont répondu à l'appel du Collectif 384 à témoigner de la situation sur le terrain, en vue de la commission permanente du CNESER du 10 novembre.

L'enquête

Profil des répondants	Nombre
Enseignants du supérieur (PRAG, PRCE, PLP)	55
Titulaires	54
En CDI	1
Exerçant en IUT	une trentaine
Exerçant en UFR, INSPE ou école d'ingénieurs	une vingtaine
Adhérents du Collectif 384	50
Sympathisants	4
Ni adhérents ni sympathisants	1

Toutes les réponses ont été données en accord avec leurs auteurs : 17 acceptent d'être cités nommément, 31 anonymement, 7 uniquement pour cette synthèse.

Limite : aucun enseignant-chercheur ni personnel BIATSS n'a répondu. Les témoignages évoquent néanmoins largement la situation des BIATSS, des vacataires et des étudiants.

Les retours du terrain

Les collègues décrivent un service public qui tient à bout de bras : des bâtiments qui se dégradent, des postes qui disparaissent et des équipes épuisées, sur lesquels la crise actuelle vient s'ajouter.

1. Des bâtiments dégradés (plus de 20 témoignages)

- Toitures qui fuient, faux plafonds qui tombent : une plaque a failli tomber sur une étudiante pendant un cours (IUT du Puy-en-Velay) ; inondations et plafonds effondrés (Grenoble, Caen, Artois).
- Températures intenables : 13 °C en salle l'hiver (Grenoble), 32 à 35 °C l'été, avec des malaises d'étudiants (Toulouse Jean Jaurès), un bureau qui passe de 12 à 35 °C (Polytech Clermont), aucun ventilateur en climat équatorial (Guyane).
- Risques pour la sécurité et la santé : fenêtres qui menacent de tomber (Grenoble), taux de COV au-dessus des normes après une rénovation (Grenoble), extraction défectueuse dans une salle de TP de chimie depuis trois ans.
- Un IUT logé dans un préfabriqué « permanent » aux sanitaires insalubres (Nanterre).
- À Lyon 1, la direction demande de réduire les heures de cours pour financer le chauffage de bâtiments des années 1960 jamais rénovés.

2. Des postes qui disparaissent (plus de 20 témoignages)

- Départs à la retraite non remplacés ou postes gelés au moins un an (Lorraine, Rennes, Toulouse, Aix-Marseille).
- À l'IUT de Montreuil, un département gère 19 groupes de TD avec 7 titulaires.
- À Aix-Marseille, un département d'IUT est passé de 15 à 11 titulaires, a accueilli 100 étudiants de moins et fermé ses deux licences professionnelles.
- À l'INSPE de Toulouse, 25 supports de poste perdus en deux ans ; un tiers des sites n'a plus de titulaire en mathématiques ni en français.
- Un collègue de Reims assure 768 heures, un double service, faute de professeurs dans sa spécialité.
- Jusqu'à 50 à 60 % de vacataires, recrutés tard, payés des mois après, et de plus en plus difficiles à trouver.
- Postes de techniciens et d'infirmiers non remplacés : plus de TP de physique à l'INSPE de Toulouse.

3. Des ES qui ne se sentent pas reconnus (une quinzaine de témoignages)

- Exclusion du RIPEC, demande d'une prime égale à la C1 des enseignants-chercheurs.
- Carrière : disparition du vivier 1 de la classe exceptionnelle, procédures de promotion opaques, aucune information sur les évaluations.
- À l'Université de Bretagne occidentale, suppression d'une prime de 36 heures versée depuis trente ans aux enseignants issus du second degré.
- Démotivation : « de nombreux collègues ES ont baissé les bras » quant aux responsabilités (Grenoble).

4. Une charge de travail invisible

- Responsabilités d'année payées 5 à 10 heures TD : « du bénévolat » (Tours, Rouen).
- Plus de 50 heures par semaine, 20 à 23 alternants suivis par enseignant au lieu de 7 (Fontainebleau).
- Accompagnement non rémunéré des vacataires et des ATER, qui changent chaque année.

5. Des réformes à moyens constants

- Passage au BUT, réforme de la formation des enseignants, approche par compétences : toujours plus de missions, sans moyens supplémentaires.
- Maquettes amputées de 10 à 20 % (Lyon 2), heures du programme national non assurées (Lyon 1).
- Un sentiment de ne jamais être consultés : « notre avis n'est jamais pris en compte ».

6. La crise actuelle vue du terrain

- Une mobilisation très inégale : beaucoup de sites calmes (Le Puy, Auxerre, Nîmes, Aix), d'autres bloqués depuis quatre à six semaines (Nanterre, Mulhouse, Aix-

Marseille, Lyon 3, Toulouse Jean Jaurès). Dans les IUT, les étudiants restent plutôt en retrait et veulent reprendre les cours.

- Des revendications de fond largement partagées par les enseignants (moyens, vie étudiante), des méthodes souvent rejetées : des blocages parfois tenus par une poignée d'étudiants ou par des personnes extérieures.
- Des violences graves sur certains sites : mortiers, séquestration d'un doyen, menaces, étudiants non bloqueurs insultés (Aix-Marseille). D'autres collègues dénoncent la répression subie par des lycéens et étudiants pacifiques.
- Des conséquences pédagogiques lourdes : examens reportés, cours en visio, fermetures annoncées le matin même, apprentis contraints de rattraper sur leur temps en entreprise, étudiants de première année en danger.
- Des enseignants tenus à l'écart : des présidences lèvent le contrôle d'assiduité sans consulter les équipes (Grenoble, CY Cergy), et personne ne sait comment valider le semestre.

7. Des étudiants de plus en plus précaires

- À Clermont-Ferrand, les distributions du Secours populaire sur le campus sont passées de 50 à 70 bénéficiaires en un an.
- Des étudiants qui choisissent entre se nourrir et se loger, qui travaillent à côté de leurs études.
- Restaurants universitaires saturés depuis le repas à 1 €, mis en place à moyens constants ; plus d'une heure d'attente (Paris-Saclay).
- Manque de psychologues, d'infirmières et de médecins sur les campus.

8. L'intelligence artificielle

« Ne pas imaginer que l'IA seule est un bon prof et que nous pourrons tous être remplacés à moindre coût par ChatGPT. » (Adeline, Polytech Clermont)

Les demandes au ministère

50 collègues ont formulé une ou plusieurs demandes. Elles convergent d'abord vers des postes, des bâtiments dignes et la reconnaissance des enseignants.

Demande	Témoignages qui la portent
Des postes de titulaires, le remplacement automatique des départs à la retraite, la titularisation des contractuels	14
Un plan national de rénovation du bâti universitaire (isolation, chauffage, toitures, sanitaires)	11
L'intégration des ES au RIPEC ou une prime égale à la C1, l'alignement des primes	10
Des moyens à la hauteur des besoins : dotations, budgets de formation	8
La revalorisation des salaires : dégel du point d'indice, retour de la GIPA	8
Être consultés avant les réformes, un vrai dialogue avec le terrain	5

Demande	Témoignages qui la portent
La carrière des ES : retour du vivier 1, gestion de carrière transparente, Pass Éducation	5
La revalorisation des heures complémentaires, équivalence avec les HSE du second degré	3
La reconnaissance des responsabilités par de vraies décharges	3
La vie étudiante : CROUS, logement, repas à 1 € pour tous, psychologues et infirmières	3
Le respect des vacataires : contrat signé avant les cours, paiement rapide, règles de recrutement assouplies	2

D'autres demandes, portées chacune par un ou deux collègues :

- des postes fléchés pour les IUT et les formations technologiques ;
- la réouverture de licences professionnelles après le BUT ;
- un cadre clair pour le contrôle continu et la validation du semestre pendant les blocages ;
- la fin de la labellisation des écoles privées concurrentes ;
- un droit statutaire à la recherche pour les ES ;
- ne pas remplacer les enseignants par l'IA.

Deux sujets divisent les collègues :

- **La sélection à l'entrée de l'université et le niveau du baccalauréat.** Trois à quatre collègues demandent plus d'exigence.
- **La violence.** Certains dénoncent la répression des manifestants et la « violence institutionnelle », d'autres les violences des bloqueurs.

Les établissements qui ont témoigné

Aix-Marseille Université · Arts et Métiers (ENSAM) · Université d'Artois · Université Bourgogne Europe · Université de Bretagne occidentale · Université de Caen Normandie · Université Clermont Auvergne · Université Côte d'Azur · CY Cergy Paris Université · Université Grenoble Alpes · Université de Guyane · Université de Haute-Alsace · Université de Lorraine · Université Lyon 1 · Université Lyon 2 · Université Lyon 3 · Université de Montpellier · Nantes Université · Université Paris 8 · Université Paris-Est Créteil · Université Paris Nanterre · Université Paris-Saclay · Université de Reims Champagne-Ardenne · Rennes · Université de Rouen Normandie · Université Toulouse Jean Jaurès · Université de Tours

Un témoignage a été déposé sans mention d'établissement.